

POUR UNE EUROPE COMPETITIVE ET RESILIENTE

Les Présidents du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) et de la Confederación Española de Organizaciones Empresariales (CEOE), réunis à l'issue du quatrième Forum économique franco-espagnol qui s'est tenu à Madrid les 27 et 28 novembre, rappellent la volonté de leurs organisations à renforcer leur collaboration au service d'une Europe plus compétitive et résiliente. La coopération économique entre nos deux pays, inscrite dans la continuité du Traité de Barcelone, contribue significativement à l'approfondissement du projet européen.

Dans un contexte déterminant d'élections européennes et d'élaboration du prochain programme stratégique 2024-2029 des institutions européennes, le MEDEF et la CEOE unissent leur voix pour définir trois grandes priorités :

1. Protéger et financer une Europe compétitive

Face aux défis actuellement posés, les entreprises françaises et espagnoles ont besoin de plus d'Europe à l'écoute des entreprises. Pour traduire l'ambition affichée depuis 2020 en matière d'autonomie stratégique ouverte et de réindustrialisation, les entreprises ont besoin de mesures simples, concrètes et lisibles qui leur permettent de retrouver des marges de manœuvre économiques pour investir, innover et créer des emplois de manière pérenne. Cela nécessite de :

- Veiller aux conséquences de la politique monétaire pour les entreprises, qui complexifiera le financement de l'investissement en France, en Espagne et en Europe. L'impact du resserrement monétaire et de la hausse des taux opérés par la Banque centrale européenne est loin d'avoir produit tous ses effets.
- Opérer une stratégie de désendettement qui n'obère pas la croissance et garantisse la soutenabilité budgétaire des Etats Membres. A cet égard, la révision du Pacte de Stabilité et de Croissance doit prendre en compte la nécessité de préserver des marges de manœuvre afin de financer la transition de l'économie européenne.
- Mettre en œuvre l'initiative de la Strategic Technologies for Europe Platform (STEP) prévue dans le cadre de la révision du budget européen (Multiannual Financial Framework MFF). A l'heure où le contexte économique est peu favorable aux entreprises européennes et où la compétition économique internationale est rude, il est important de se doter d'une capacité de financement des technologies critiques nécessaires pour investir dans la transition écologique et numérique et soutenir la décarbonation de l'industrie européenne.
- S'assurer que certaines initiatives telles que la *Retail Investment Strategy* ne tarissent pas l'épargne longue disponible sur le continent et donc la capacité des acteurs privés de l'Union à investir eux aussi dans les transitions.
- Veiller à la bonne articulation entre les différents outils de soutien aux investissements en Europe (InvestEU funds, Horizon EU, Digital EU Programme).
- Poursuivre l'approfondissement du marché intérieur et lutter contre les entraves à la libre circulation pour progresser vers une autonomie stratégique et renforcer la compétitivité des entreprises européennes.

2. Intensifier les coopérations industrielles et technologiques au service d'une Europe plus résiliente

Les crises successives auxquelles nous avons été confrontés ont révélé notre dépendance aux pays tiers dans de nombreux domaines comme la santé et les semi-conducteurs. Il est aujourd'hui crucial pour l'Europe de retrouver son autonomie stratégique en diversifiant une partie de ses chaînes

d'approvisionnement sur le continent pour en assurer sa résilience et en se positionnant sur des technologies d'avenir critiques comme l'IA, le quantique ou les technologies bas carbone.

Les récentes initiatives adoptées par l'Union Européenne telles que le règlement sur les matières premières critiques, le règlement pour une industrie à zéro émission nette, l'adoption d'un outil anti-coercition, et l'annonce d'une nouvelle stratégie de sécurité économique contribuent à renforcer les leviers d'autonomie stratégique sur lesquels peut s'appuyer l'Union Européenne. Cependant, la dimension industrielle reste à consolider. A ce titre, le MEDEF et la CEOE appellent à :

- Simplifier l'environnement réglementaire, que ce soit en matière d'accélération de procédures, d'octrois de permis pour les implantations industrielles ou encore de financements.
- Renforcer les collaborations des entreprises françaises et espagnoles dans les technologies zéro-carbone, et notamment dans le cadre des Projets importants d'intérêts européens communs (PIIEC).
- Assurer la mise en œuvre des textes déjà actés et faire en sorte que le suivi, le séquençage et leur mise en œuvre soit faite avec les entreprises porteuses de solutions et en cohérence avec la dimension industrielle directe ou associée.
- Veiller à ce que le Pacte vert pour l'Europe devienne une véritable stratégie européenne de compétitivité.

Le numérique est également clé pour disposer d'une industrie de haute technologie dans les secteurs stratégiques. Dans la course internationale au numérique, il est plus important que jamais de construire un marché européen fort et non fragmenté par des initiatives nationales qui anticiperaient les réglementations et standards européens – quand bien même leurs objectifs paraissent louables et semblent favoriser une meilleure interopérabilité des services numériques.

3. Renforcer la sécurité et l'approvisionnement énergétique bas carbone

Pour le MEDEF et la CEOE, la nécessité de disposer d'une énergie décarbonée, pilotable et compétitive est indispensable au soutien de la transition écologique et à la maîtrise du destin énergétique européen. Le MEDEF et la CEOE préconisent de :

- Réformer de manière urgente le marché de l'électricité européen pour envoyer aux acteurs économiques (entreprises et industrie) un signal prix permettant aux industriels d'avoir la visibilité requise et aux consommateurs en général, la possibilité d'accéder à des formes de contractualisation plus diverses et avec plus de prévisibilité sur les prix. Le MEDEF et la CEOE saluent les efforts de la Présidence espagnole pour aboutir à un accord en trilogue d'ici la fin de l'année : cette réforme est plus que nécessaire.
- Soutenir une économie décarbonée et stimuler au plus vite les investissements dans la production d'énergie bas carbone (nucléaire, énergies renouvelables, hydrogène, gaz renouvelables, ...) et dans la décarbonation des processus industriels qu'il n'est pas possible de décarboner via l'électricité. Ces besoins en investissements sont colossaux et ne peuvent être dissociés d'un effort en matière de R&D et de formation professionnelle.
- Développer et renforcer les interconnexions énergétiques entre nos deux pays qui sont aujourd'hui essentielles à la stabilité du marché européen. Pour le MEDEF et la CEOE, le déploiement du projet d'hydrogénoduc H2MED doit figurer parmi les priorités technologiques de l'Union Européenne pour assurer la résilience et la décarbonation du marché européen.

Enfin, le MEDEF et la CEOE engageront une réflexion sur l'avenir énergétique de l'Europe, notamment en tenant compte des investissements nécessaires pour la transition énergétique.